

# ECLAIRAGES - LIGHTINGS

## Informations Stratégiques sur les Objectifs de Développement Durable | Strategic Information on Sustainable Development Goals

### Editorial

La lutte contre la pauvreté et la faim sont priorités de premier plan dans les agendas international et national. Les 2 premiers des 17 Objectifs de Développement Durable (ODDs), adoptés par l'ONU en 2015 concernent ces fléaux étroitement liés. Dans les pays en développement, la stabilité politique tient à l'éradication de la pauvreté et de la faim qui s'aggravent sur le continent Africain alors qu'elles baissent ailleurs dans le Monde. Les conflits en Afrique sont associés aux inégalités qui génèrent l'extrême pauvreté et la faim. La lutte contre ces fléaux à l'échelle locale a prouvé son efficacité. Désormais, les municipalités au Cameroun ont un rôle majeur à jouer avec l'adoption du Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées. Ce numéro **Eclairages** décrit la situation de la pauvreté et de la faim et les stratégies et bonnes pratiques qui marchent ici et ailleurs et susceptibles d'être adaptées au contexte des municipalités camerounaises. Le CDBPS est partie prenante de PERLSS (Partners for Evidence driven Rapid Learning in Social Systems) devenu RREP (Rapid and Responsive Evidence Partnership) dont le but est de promouvoir l'élaboration des politiques et stratégies éclairées par les données probantes pour l'atteinte de ODDs. *Le focus ici est sur les ODDs 1 et 2: Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde et Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. Bonne Lecture!*

### Focus sur la faim et la pauvreté

**La pauvreté** touche 35% de la population mondiale soit 2,2 milliards d'individus. En 2015, la pauvreté touchait 41% de la population en Afrique Subsaharienne (ASS) soit 413 millions d'individus. La pauvreté, au sens étroit, désigne la situation d'une personne ou d'un groupe social qui est dans l'incapacité d'accéder à une nourriture en quantité suffisante, à l'eau potable, aux vêtements, à un logement et aux soins de santé lorsque survient un épisode de maladie. Au sens large, elle intègre l'absence de liberté et de sentiment d'appartenance à une société donnée garantissant l'accès aux moyens durables de subsistance et la satisfaction des besoins de base. Les spécialistes distinguent deux formes : (i) la **pauvreté monétaire** renvoie à la faiblesse ou à l'absence de revenu, au plan international, toute personne qui vit avec moins de 1,90 dollars américains par jour (soit environ 1200 FCFA) est considérée comme pauvre; (ii) la **pauvreté non monétaire** ou multidimensionnelle renvoie à l'absence d'éducation, de santé, de liberté. La pauvreté en ASS se caractérise par : i) sa prédominance rurale - 82% des pauvres vivent en milieu rural et travaillent dans le secteur agro-pastoral ; ii) la faiblesse du lien des pauvres avec l'État - accès limité aux biens publics et aux services de qualité et exclusion des processus d'élaboration des politiques publiques ; iii) sa forte incidence parmi les jeunes - la moitié des pauvres est âgée de moins de 15 ans.

**La faim** est une situation dans laquelle la population d'une zone géographique donnée, ou une partie, manque de nourriture. La faim peut prendre deux formes : la malnutrition définie comme un déséquilibre de la ration alimentaire en quantité et/ou en qualité, et la **famine** qui est la forme plus violente et extrême de la faim. L'indice de la faim dans le monde (GHI) propose une mesure de la faim basée sur quatre indicateurs : (i) la part de la population qui souffre de sous-alimentation, reflétant un apport calorique insuffisant ; (ii) la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'émaciation (poids insuffisant par rapport à la taille), reflétant une sous-nutrition aiguë; (iii) la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'un retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge), reflétant une sous-nutrition chronique ; (iv) le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. Selon l'ONU, en 2017, 821 millions de personnes (une personne sur neuf) souffrait de faim dans le Monde et selon la FAO, plus d'un quart de la population âgée de plus de 15 ans en ASS est à risque d'insécurité alimentaire grave.

**Les facteurs explicatifs de la pauvreté en ASS** sont entre autres: i) la croissance démographique rapide et la fécondité élevée qui réduisent le revenu par habitant; ii) le manque d'opportunités liées aux conditions sahéennes et désertiques; (iii) le faible taux de création d'emplois dans le secteur formel et la disponibilité limitée de possibilités de générer des revenus; iv) le faible niveau de

## Equipe Technique CDBPS

Pr Pierre Ongolo Zogo, MD, Health Policy and Systems Analysis

Pr François Colin Nkoa, Economics

Pr Valérie Ongolo Youta, Economics

Pr Lawrence Mbuagbaw, MD, Statistics

Robert-Marie Mba, PhD, Sociology

Cécile Renée Bonono, PhD, Anthropology

Moustapha M. Nsangou, PhD, Sociology

Dr David Yondo, Public Health, Quality

Dr Guy Wafeu, Public Health, Statistics

Marius Vouking, Public health, Vaccines

Basile Momnougui, Psychology

Christine Danielle Evina, Librarian

José Atangana, Management Sciences

Gimandze Kume, Anthropology

Yanick Fredy Mvodo, Economics

Marie Paul Mekongo, Sociology

**Centre pour le Développement des  
Bonnes Pratiques en Santé**

**Etudes - Expertise**

**Centre for Development of Best  
Practices in Health**

**Studies - Expertise**

**B.P 5604 Yaoundé**

**[www.cdbph.org](http://www.cdbph.org)**

## CDBPS – H

### Expertise

Health Policy Analysis - Health Services Research - Operations Research - Implementation Research - Knowledge Translation and Exchange - Knowledge Brokerage - Evidence Synthesis - Systematic Reviews - Evidence Briefs for Policy - Stakeholder Dialogues - Process and Impact Evaluation - Clinical Trials - Clinical Research - Surveys - Capacity Building and Strengthening

### Domains of Interest

Localizing Sustainable Development Goals - Decentralization - Human and Social Development - Learning Social Systems - Equity - Gender - Strategic Planning - Informal Sector - Mobility - Urban Development - Stakeholder Engagement - Health Governance - Health Financing - Urban Health - Nutrition - Quality Improvement in Health Services - Immunization - Health Promotion - Sexual and Reproductive Health - Non Communicable Diseases - Infectious Diseases of Poverty - Clinical Audit - Effective Practice and Organization of Health Care - Access to Medicines

la productivité et les mauvaises performances du secteur agricole; v) les conflits et les guerres. Les États fragilisés par des conflits ont des taux de pauvreté plus élevés et la réduction de la pauvreté y est plus lente après la fin des conflits; vi) la difficulté d'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable, à l'énergie, aux moyens de transports, aux TICs et au crédit; vii) les inégalités notamment entre les sexes. La pauvreté constitue la principale et non l'unique cause de la faim. La malnutrition est la conséquence de la pauvreté car le pauvre ne peut se procurer de la nourriture, quand bien même celle-ci existe à proximité immédiate. La famine est multi-factorielle : pauvreté chronique, conflits armés, insécurité, difficulté d'accès, faiblesse des échanges commerciaux et catastrophes naturelles (sécheresse, inondations, criquets, etc).

### *Pauvreté et Faim au Cameroun*

En 2014, l'INS dénombrait 8,1 millions de pauvres soit 37,5% de la population totale contre 39,9% en 2007. Le seuil de pauvreté en 2014 était estimé à 339 715 FCFA par adulte et par an, soit 28 310 FCFA par mois et 931 FCFA par jour. La proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en zone urbaine est plus bas qu'en zone rurale (moins de 9% contre 56,8% en 2014). Le milieu rural abrite trois personnes sur cinq mais concentre neuf individus pauvres sur dix. Les efforts de lutte contre la pauvreté doivent être orientés vers le milieu rural. La pauvreté varie entre les dix régions: le Nord et l'Extrême-Nord abritent près de 30% de la population et près de 60% des pauvres » (INS 2014). Les causes de la pauvreté sont : (i) la fécondité élevée et la croissance démographique - 48% des pauvres résident dans les ménages comprenant plus de 8 personnes ; (ii) le manque d'opportunités d'emplois, l'agriculture de subsistance et l'accès difficile aux biens et services publics en zone rurale (éducation, santé, routes, énergie, transport, TICs) - 90,4% de la population pauvre vit en milieu rural ; (iii) les conditions climatiques hostiles - 56% des pauvres vivent dans la zone sahélienne; (iv) les conflits et l'insécurité dans l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans ces deux régions, le GICAM a constaté la perte de 6434 dans les agro-industries et 8000 emplois sont menacés. Dans le Sud-Ouest, premier bassin de production de cacao, les planteurs ont perdu entre 60 000 et 200 000 tonnes de cacao soit une perte comprise entre 49 et 81 milliards de FCFA.

La pauvreté constitue la principale cause de malnutrition et de faim à côté des conflits et catastrophes naturelles. 3,9 millions de personnes ont souffert d'insécurité alimentaire en 2018 dont 211 000 en situation grave. Le phénomène affecte 22% des ménages ruraux et 10,5% des ménages urbains, sa prévalence varie selon les régions Extrême-Nord (33,7% des ménages) ; Nord-Ouest (18%) ; Ouest (18%) ; Adamaoua (15,4%) et Nord (15,3%). L'enquête MICS 5 a constaté que 15% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale; 32,5% de retard de croissance et 57% d'anémie.

Les causes de la faim sont : i) les phénomènes météorologiques et catastrophes naturelles (rareté des pluies, chenilles dévoratrices) ; ii) l'insécurité liée au terrorisme et à la crise socio-politique, et l'abandon des exploitations agricoles ; iii) la présence de personnes déplacées internes au sein des ménages; iv) la hausse des prix des produits alimentaires liée aux spéculateurs sur les marchés ; v) la destruction des cultures par le bétail en divagation.

Le combat contre la pauvreté exige de mener l'action – aux niveaux local, national et mondial – sur trois fronts : opportunités, insertion et sécurité matérielle.

### *Analyse conceptuelle de la pauvreté et de la faim*

La pauvreté s'appréhende en termes de bien-être ou sur la base d'indicateurs de pauvreté: la pauvreté monétaire et non monétaire. Elle est uni et multidimensionnelle. Selon le document de référence PNUD, UNFPA, UNICEF et PAM (2007), l'analyse conjointe de la pauvreté et de la faim détermine trois dimensions : la non-participation, le manque de revenus et le mauvais état de santé. La privation et la vulnérabilité peuvent entraîner la pauvreté et la faim. Ainsi, une personne riche et bien nourrie qui appartiendrait à un groupe ou une caste sociale inférieure, pourrait être exclue de la participation aux activités économiques, sociales ou politiques. Les privations et vulnérabilités sont interdépendantes et se renforcent mutuellement; ceux dépourvus de pouvoir d'achat pourraient manquer de nourriture, être privés d'une formation ou de l'accès aux services de santé. Un mauvais état de santé, la dénutrition et le manque d'accès à une éducation de base de qualité pourraient faire obstacle à la participation aux activités économiques, sociales ou politiques.

Le manque de revenus peut représenter une privation et une vulnérabilité importantes et avoir des incidences sur d'autres privations, mais ne constitue pas l'indigence absolue qui renvoie au manque de biens matériels les plus nécessaires à la vie comme la nourriture ou l'argent. Le caractère multidimensionnel de la pauvreté et de la faim se retrouve dans plusieurs ODDs au-delà des deux premiers. En effet, l'accès à la santé (ODD 3) et à l'éducation (ODD 4) des femmes a un impact positif sur la mortalité maternelle. La réduction des inégalités (ODD 10) et l'accès à l'emploi décent (ODD 8) sont des facteurs de réduction de la vulnérabilité. Assurer la durabilité de l'environnement (ODD 13) est une condition essentielle à la sécurité. Ainsi, la théorie du développement humain permet de mieux comprendre les liens entre les différents aspects de la pauvreté et de la faim et les ODDs. Il est possible de promouvoir le développement humain en renforçant les capacités humaines, en assurant une vie longue et en bonne condition physique et un niveau de vie adéquat, et en renforçant les dimensions contextuelles, comme la participation et la durabilité de l'environnement.

La littérature met aussi en évidence la nature inter-générationnelle de la pauvreté et de la faim qui procède de facteurs tels que la dénutrition maternelle et infantile, l'ignorance des bonnes pratiques nutritionnelles et sanitaires, la marginalisation socioculturelle et les obstacles à l'accès à l'éducation. Ces facteurs sont souvent chroniques.

### *Politiques et stratégies de réduction de la pauvreté et de la faim*

Une approche politique et stratégique de la réduction de la pauvreté et de la faim devrait comporter des éléments de politique macro-économique pour un cadre social et économique adéquat, des politiques renforçant les capacités humaines et les opportunités de participation, ainsi que des stratégies de croissance. Ces dernières portent sur l'emploi et l'investissement dans le capital humain. Il s'agit d'adopter des mesures au niveau micro avec des interventions ciblées en faveur des individus, des ménages et des communautés pour améliorer en particulier l'état nutritionnel des groupes vulnérables. Les stratégies de réduction de la pauvreté et de la faim comportent aussi une dimension mondiale à l'instar des marchés, des mouvements de capitaux et de l'aide publique au développement.

Une approche intégrée de la réduction de la pauvreté et de la faim s'étend aux institutions et aux questions de gouvernance pour identifier par exemple les institutions en mesure d'accompagner la mise en oeuvre des politiques et stratégies et de renforcer les capacités des ressources humaines pour qu'elles puissent s'attaquer aux multiples objectifs. Les stratégies de réduction de la pauvreté interdépendantes ne seront efficaces que s'il existe un parlement efficace, des mécanismes de respect des obligations de rendre compte, des systèmes de prestation de services de base et l'état de droit.

Les stratégies de réduction de la pauvreté constituent un cadre de politique nationale intersectorielle très solide. Dans les pays, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), qui repose souvent sur des analyses multidimensionnelles fondées sur les droits, telles que les bilans communs de pays, constitue potentiellement un moyen de mobiliser l'action des différents organismes à l'appui des objectifs nationaux de réduction de la pauvreté.

### *Options contre la Pauvreté et la Faim*

#### **1. Éliminer les obstacles qui empêchent les pauvres de subvenir à leurs besoins.**

Les pauvres soulignent systématiquement l'importance cruciale des opportunités matérielles : emplois, crédit, routes, électricité, marchés pour leurs produits, écoles, eau salubre, services d'assainissement et soins de santé. Il s'agit donc d'investir dans des infrastructures destinées aux pauvres et de faciliter leur accès au crédit, aux services et aux ressources, dont les ressources naturelles (garantir aux personnes leur droit à la propriété ou l'accès aux terres, aux forêts et aux

zones de pêche), d'améliorer leur capacité à gérer les risques et de mettre en relation les petites exploitations agricoles avec les marchés et systèmes alimentaires.

### 2. Améliorer la productivité des petites exploitations

Il s'agit d'aider les agriculteurs à adopter des outils et des engins permettant de rendre leurs terres plus productives. La productivité du travail agricole des petits exploitants influence positivement le revenu des démunis et réduit le prix de la nourriture pour la population pauvre des villes. Cette action doit s'accompagner d'un accroissement des investissements publics complémentaires (recherche et vulgarisation agricoles), l'irrigation et les infrastructures rurales).

### 3. Créer des emplois non agricoles décents en zone rurale

Les emplois offerts en zone rurale sont souvent précaires, mal rémunérés et très pénibles. Il s'agit ici de promouvoir la création des emplois ruraux décents qui garantissent un salaire minimum, la sécurité sur le lieu du travail, l'accès à une protection sociale et le respect des droits humains fondamentaux en promouvant l'esprit d'entreprise et en développant leurs aptitudes professionnelles. Cela peut se faire en proposant aux personnes pauvres des emplois de travaux publics en échange d'un salaire ou de vivres; Adopter l'approche Haute Intensité de Main-d'oeuvre (HIMO) dans l'exécution des projets bénéficiant aux populations pauvres.

### 4. Assurer un niveau de revenu minimal et une protection sociale pour les pauvres

Il s'agit ici de sélectionner, parmi la population, les individus ou les ménages considérés comme pauvres et leur allouer des ressources sous forme de filets sociaux par le biais de transferts monétaires, de transferts en nature et de subventions ciblées. Les transferts monétaires sont des sommes d'argent régulièrement ou ponctuellement versées aux ménages pauvres. Cet argent est utilisé par les bénéficiaires pour couvrir les besoins de base de leur famille, tels que les aliments, les soins de santé et l'éducation de leurs enfants et peut aussi les aider à investir dans leurs moyens de subsistance et leurs terres, ce qui leur permet de mieux résister aux chocs. Ils peuvent également aider les paysans qui pratiquent l'agriculture de subsistance à sortir du cercle vicieux de la pauvreté en leur permettant d'investir et de produire davantage d'aliments. Certains programmes de transferts monétaires sont spécifiquement destinés à des familles comportant des membres handicapés ou qui prennent soin d'orphelins ou de personnes âgées. Les transferts en nature consiste à offrir à la population ciblée des transferts pouvant prendre la forme de repas gratuits, de compléments ou bons alimentaires, de soins de santé, de dispense de frais d'inscription, etc. Les subventions ciblées

consistent à subventionner la consommation par les ménages pauvres de certains biens tels que l'eau, le gaz, l'électricité, des denrées alimentaires, des matériaux de construction, des soins de santé, ou encore des prêts.

### 5. Renforcer la décentralisation pour rendre autonomes les populations pauvres en renforçant le rôle des institutions rurales, des organisations communautaires et des autorités locales dans le dialogue et la prise de décisions politiques.

Cette action a visé à valoriser le potentiel des zones rurales; réduire les inégalités et contribuer à l'autonomisation socio-économique des femmes et hommes ruraux. Elle doit être adaptée à chaque territoire car l'insécurité alimentaire, la malnutrition, la pauvreté et les niveaux de revenu sont très spécifiques au contexte et à la fois, interdépendants. Les institutions de financement rurales sont cruciales car l'augmentation des financements et des investissements dans les zones rurales est un élément essentiel de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté. Développer les capacités des femmes et des hommes ruraux à participer aux organisations communautaires de producteurs favorise leur autonomisation et leur participation active au processus de développement et d'en recueillir les bienfaits.

### 6. Lutter contre les inégalités entre les sexes, notamment pour ce qui concerne l'accès aux services sociaux, à la terre, à l'éducation.

L'amélioration du statut social et économique des femmes au sein de leur foyer et de leur communauté a un impact direct sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier la nutrition des enfants. Ainsi, l'expérience montre que quand on les laisse gérer le revenu additionnel du ménage, les femmes en dépensent une plus grande partie que les hommes pour la nourriture, la santé, l'habillement et l'éducation des enfants.

### 7. Prévenir et gérer les conflits

Il s'agit d'améliorer la gestion des risques et conflits qui sont une cause majeure de la pauvreté et de la faim en Afrique par : (i) la mise en place d'activités de promotion de la cohésion sociale comme des dialogues intra/inter communautaires et qui incluent la participation des groupes marginalisés dans les processus de prise de décision en matière de services de santé et de justice par exemple; (ii) la création de radios rurales et/ou communautaires pour faciliter l'accès des pauvres à l'information et en faire des agents du changement afin que ces derniers (détenteurs de droits) soient en mesure de les défendre et de demander aux responsables politiques et administratifs de rendre des comptes. Cette action peut s'accompagner de la mise en place en place des clubs d'écoute communautaires qui permettent à leurs membres (femmes, hommes et jeunes) de partager leurs

préoccupations et d'agir collectivement sur des questions telles que le mariage précoce, l'accaparement des terres, les pratiques culturelles, les droits des femmes à l'héritage.

### *Pour en savoir plus*

1. Alkire et Santos (2010): Acute Multidimensional Poverty: A New Index for Developing Countries. OPHI WORKING PAPER NO. 38
2. Banque Mondiale (2005). « World development indicators », Washington, World Bank.
3. Banque Mondiale (2016). « Poverty and shared prosperity 2016: Taking on Inequality ». Washington, DC: Banque mondiale.
4. Banque Mondiale (2018). « Revue des dépenses publiques du Cameroun ». Banque Mondiale - BM.
5. Banque Mondiale (2013). « Eliminer l'extrême pauvreté », rapport annuel, Washington, DC : Banque mondiale.
6. Benicourt, E., (2001), « La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale », Études rurales [En ligne], 159-160 | 2001, URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/68> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.68
7. <http://faimdanslemonde.e-monsite.com/pages/le-probleme-de-la-faim-en-constant-developpement.html>
8. INS (2018). Aperçu des indicateurs de développement du-rable au Cameroun, Edition 2018. Ins, Yaoundé, Came-roun
9. INS (2014). « Cartographie de la pauvreté au Cameroun ». Institut National de la Statistique - INS, Cameroun.
10. INS (2015) « Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014 ». Institut National de la Statistique - INS, Cameroun
11. Koffi, R., (2015), « Etude socioéconomique de la pauvreté chez les communautés vivant dans les zones cacaoyères », Mé-moire, UFHB
12. Lovendal, Christian Romer; Knowles, Marco, 2006. Tomorrow's hunger: A framework for analysing vulnerability to food security, WIDER Research Paper, No. 2006/119, ISBN 9291909033, The United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER), Helsinki
13. Nations Unies, 2006. Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, 2006. New York.
14. Okiye Waais Idriss, 2017. Analyse multidimensionnelle de la pauvreté : le cas de Djibouti. Economies et finances. Université Bourgogne Franche-Comté, Français. NNT : 2017UBFCB001.tel-01780583
15. PAM, 2004. Collaboration PAM et FIDA, 2004. Voir: <http://docustore.wfp.org/stellent/groups/public/documents/partnership/wfp067469.pdf>
16. Phillips, T. P., & Taylor, D. S., 1990 . Optimal Control of Food Insecurity: A Conceptual Framework. American Journal of Agricultural Economics, 72(5), 1304. doi:10.2307/1242552
17. PNUD (2018). « Analyse régionale de l'IDH et de la Pauvre-té multidimensionnelle pour le compte du RNDH 2018 ». Programme des Nations Unies pour le Déve-loppement – PNUD

18. UNDP, 2001. Poverty Reduction Strategies – What have we learned? Rapport de Conférence. Voir:
19. UNFPA, 2003. Population and Poverty: Achieving Equity, Equality and Sustainability. Voir:
20. UNICEF, 2000. Poverty Reduction Begins with Children. Voir: [http://www.unicef.org/publications/index\\_5616.html](http://www.unicef.org/publications/index_5616.html)
21. UNICEF/PAM, 2006. Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants", Cadre d'action général: Note résumée. Voir: <http://documents.un.org/mother.asp> et <http://www.wfp.org/eb/docs/2006/wfp104931~1.pdf>

### *Sitothèque ODD: Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde*

**Site web:** <https://www.afd.fr/fr/les-objectifs-de-developpement-durable>

Source : Agence Française de Développement

Description: établissement public qui met en oeuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Climat, biodiversité, paix, éducation, urbanisme, santé, gouvernance... Elle contribue ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

**Site web:** <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/poverty/>

Source : Organisation des Nations Unies

Description: Les objectifs de développement durable sont un appel à l'action de tous les pays – pauvres, riches et à revenu intermédiaire – afin de promouvoir la prospérité tout en protégeant la planète. Ils reconnaissent que mettre fin à la pauvreté doit aller de pair avec des stratégies qui développent la croissance économique et répondent à une série de besoins sociaux, notamment l'éducation, la santé, la protection sociale et les possibilités d'emploi, tout en luttant contre le changement climatique et la protection de l'environnement.

**Site web:** <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-1-no-poverty.html>

Source : Programme des Nations Unies pour le Développement

Description: le PNUD est l'un des principaux organismes multilatéraux de développement contribuant à éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités et l'exclusion. Nous aidons les pays à élaborer des poli-tiques, à développer des compétences en leadership et en matière de partenariat, à renforcer leurs capacités institutionnelles et bâtir une meilleure résilience pour réaliser un développement durable.

**Site web:** <https://www.coe.int/fr/web/congress/goal-1>

Source: Conseil de l'Europe

Description: a pour mission d'évaluer l'application de la Charte européenne de l'autonomie locale dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe.

**Site web:** <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/women-and-the-sdgs/sdg-1-no-poverty>

Source: ONU Femmes

Description: ONU Femmes est l'entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès dans la réponse apportée à leurs besoins partout dans le monde.

**Site web:** <https://www.lianescoperation.org/objectif-developpement-durable/eradication-de-la-pauvrete/>

Source: Lianes coopération

Description: Réseau régional regroupant un ensemble d'acteurs (collectivités, associations, entreprises, établissements d'enseignement...) s'impliquant dans des actions de coopération, de solidarité, de citoyenneté et de mobilité des jeunes à l'international.

**Site web:** <https://www.entreprendreverttest.com/odd-1-eradication-de-la-pauvrete/>

Source: Entreprendre vert Est

Description: Plateforme des acteurs engagés dans le développement durable pour permettre le partage des expériences, de prêter assistance, de mutualiser les progrès, de fédérer, et de porter haut et fort la voix de l'entrepreneuriat responsable, solidaire et écologique.

*Sitobhèque ODD 2 - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, promouvoir l'agriculture durable*

**Site web:** <http://www.fao.org/sustainable-development-goals/goals/goal-2/fr/>

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Description: Agence spécialisée des Nations Unies qui mène les efforts internationaux vers l'élimination de la faim. L'objectif étant d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et d'assurer un accès régulier et suffisant à une nourriture de bonne qualité permettant à tous, de mener une vie saine et active.

**Site web:** <https://unric.org/fr/odd-2/>

Source : Centre régional d'information pour l'Europe occidentale

Description: Le Centre régional d'information des Nations Unies (UNRIC) a pour mission de faire connaître les Nations Unies, ses valeurs, son histoire, son mandat ainsi que son action pour construire un monde plus pacifique, plus juste et plus durable.

**Site web:** <https://www.ird.fr/retos-de-investigacion/odd-2-faim-zero>

Source : Institut de Recherche pour le Développement

Description: L'IRD, c'est un acteur français majeur de l'agenda international pour le développement. Son modèle est celui d'un partenariat scientifique équitable avec les pays en développement, principalement ceux des régions intertropicales et de l'espace méditerranéen. Les priorités de l'IRD s'inscrivent dans la mise en oeuvre, associée à une analyse critique, des ODDs adoptés en septembre 2015 par l'ONU avec pour ambition d'orienter les politiques de développement et de répondre aux grands enjeux liés aux changements globaux, environnementaux, économiques, sociaux et culturels qui affectent la totalité de la planète.

**Centre pour le Développement des Bonnes Pratiques en Santé**

**Etudes - Expertise**

**Centre for Development of Best Practices in Health**

**Studies - Expertise**

**B.P 5604 Yaoundé**

**[www.cdbph.org](http://www.cdbph.org)**

**CDBPS – H**